



FORUM DOCTEUR CHRISTOPHE ADAM, DOCTEUR THIERRY BRIGAUD ET MARIA MELCHIOR,
membres du conseil d'administration de Médecins du monde

Les aides ne sont pas des dons mais des droits

► Depuis plusieurs semaines, les équipes de Médecins du monde dénoncent la multiplication de la mise à la rue, sans autre solution, de familles avec enfants, de personnes malades, mais aussi les pressions exercées auprès de personnes vivant sous des tentes, et la poursuite d'expulsions de squat sans perspective d'hébergement.

Ce constat nous le partageons avec l'ensemble des acteurs de l'urgence sociale, avec d'autres associations engagées auprès des SDF ou des populations précaires. Nous connaissons ces situations, ces histoires douloureuses, mais cette année la réalité est dramatique. Nous n'avions jamais atteint ce niveau de remise à la rue, sans solution alternative, même une nuitée d'hôtel, tant le dispositif d'hébergement d'urgence est saturé. Cette situation est liée à la diminution des budgets d'hébergement d'urgence et de stabilisation pour les personnes sans-chez-soi et pour les demandeurs d'asile, mais aussi au contexte politique actuel. Nous craignons que cela ne fasse que s'aggraver en 2012.

C'est intolérable car il s'agit d'abord d'une forme de maltraitance, de violence inacceptable envers des populations fragiles et soumises à des pressions fortes, administratives, policières et parfois collectives. Ensuite cela nous interroge sur ce qui justifie ou entraîne de tels arbitrages.

La notion de droit inconditionnel à la protection et à l'hébergement est un des éléments de notre pacte social. L'obtention d'un toit, d'une protection, par le jeu de la mobilisation des acteurs publics et associatifs de la solidarité a

constitué des avancées essentielles. La création du 115, l'organisation de l'hébergement d'urgence, l'inscription dans différents textes du droit à l'hébergement et ensuite du droit au logement opposable ont été des étapes fortes, structurantes de nos politiques d'aide sociale. Leur remise en question, aujourd'hui, du fait des contraintes budgétaires est un signe qui dépasse le simple objectif comptable. La France du XXI^e siècle, 5^e PIB

Comme si la fragilité, l'absence de rentabilité justifiaient l'effacement, la mise à distance des stratégies publiques.

mondial, ne peut-elle pas conserver au sein d'un budget d'environ 290 milliards, comme une priorité nationale, la protection des plus fragiles en leur offrant un toit ? L'incapacité effective de protéger les personnes en situation de grande exclusion est une atteinte forte au respect de la dignité humaine.

Le secteur médico-social, comme tous les acteurs économiques de la solidarité, doit réfléchir à ses modes d'intervention, de régulation. Ce débat a du sens. Il est complexe. Mais ne saisissons pas le contexte budgétaire actuel pour faire passer un modèle contre l'autre, pour trancher sans analyse globale, pour restructurer sans comprendre que derrière tout cela il y a des enjeux humains et sociétaux forts. Ne renforçons pas non plus les incohérences, en imposant

une rigueur disproportionnée au champ social, ce qui risque de déplacer les flux vers le champ médical... Nous l'avions déjà dénoncé lorsque certains députés ont instrumentalisé la refonte de l'aide médicale d'État, dispositif d'accès aux soins pour les sans-papiers pauvres, en alertant sur le fait que cela entraînerait le transfert d'une enveloppe budgétaire stable vers de la dette hospitalière. Nous le dénonçons une fois encore dans le champ de l'hébergement car il n'y a pas de santé sans toit et que la remise à la rue est un facteur de dégradation de l'état de santé.

Faire l'impasse sur la solidarité dans un moment de fragilité collective nous paraît totalement incompréhensible. Comme si la fragilité, l'absence de rentabilité ou de productivité justifiaient l'effacement, la mise à distance des stratégies publiques. Les aides ne sont pas des dons, mais des droits fondamentaux minimums, qui engagent, obligent, coûtent, c'est vrai, mais soyons surtout heureux de ne pas en bénéficier...

Ne jouons pas non plus des cliques et des mises en tension. Réaffirmons plutôt nos valeurs, celles qui donnent du sens, du fond, qui sont les états de notre cohésion sociale. Depuis plus de trente ans, Médecins du monde défend une idée de la solidarité forte, ici en France mais aussi là-bas à l'étranger. Nos idées sont portées par des volontaires, des bénévoles, des salariés mais aussi par nos donateurs, ensemble de citoyens qui soutiennent tous, chacun à leur façon, ces concepts de droits fondamentaux que sont les droits de l'homme.